

PEINE PERDUE POUR INTERDIRE LES BOISSONS FORTEMENT ALCOOLISEES AUX JEUNES EN VILLE DE BUTEMBO

La vente à bas pris de boissons fortement alcoolisées a augmenté leur consommation.

Ces jeunes se ruinent et détruisent leur santé. Un vrai danger public que les autorités et parents peinent à arrêter car l'activité est très lucrative pour les vendeurs.

Ce mardi, 25 Décembre 2018, dans une buvette de fortune, au rond point NJIAPANDA, en commune de MUSUSA, à l'entrée sud de la ville de BUTEMBO, l'ambiance est particulière. Un groupe de jeunes, filles et garçons, dont l'âge varie entre 15 et 20 ans sont chaleureusement accueillis par le réceptionniste et prennent place. Chacun fait sa commande.

Un jeune homme ferme les yeux et avale d'un seul coup la moitié d'un petit flacon de boisson « COBANA » (une boisson importée de RUTSURU, une cite située à plus au moins 270Km de Butembo, en allant à Goma). Il bouge la tête et se tient d'abord la gage, puis la poitrine. D'autres, à côté de lui, l'imitent. C'est le tour d'une jeune fille, habillée en pantalon, avec des fentes au niveau des genoux de son pantalon, avale

d'un seul trait le contenu d'un petit sachet de « **Chief** » (une boisson importée de l'Uganda) avec de 40%. Ses collègues l'acclament et elle se met en danser, en bougeant avec satisfaction ses dernières. Et c'est l'ambiance folle dans la buvette.

Dans plusieurs buvettes, cette boisson interdite avec une gamme des liqueurs trop fortes, est vendue en cachette. « *Si la police et les autres agents de la sécurité, tels que l'ANR (Agence Nationale de renseignements) nous découvre, nous risquons la prison, mais les clients adorent les boires* » explique un vendeur qui a voulu rester anonyme, pour sa protection.

Complicité et corruption

Des communiqués du conseil urbain de sécurité, des responsables des Eglises, des écoles et institutions supérieures et universitaire d'interdire la vente et la consommation de ces boissons, restent improductifs. Des arrêtés signés par les différents maires ne produisent pas d'effets. Des codes ont été inventés par les consommateurs «

et les vendeurs clandestins : « **Bourgmestre titulaire** » quand on demande la boisson, marque **BT** ; « **ita chef** » pour commander la boisson « **chief** » « **machozi ya simba** » pour la boisson « **Tiger** » ou « **cobana** »,...

Des bourgmestres et autres autorités de la ville ont saisis des boissons fortement alcoolisées dans des boutiques pour une éventuelle destruction. « *Les autorités s'attaquent seulement à des petits vendeurs et laissent libres les grands commerçants qui importent les **Whiskys, Blue, capitaine Cuk**,...* », explique **Aline KALUNGERO** Formatrice et membre au sein de **Pax Christi Butembo**.

Un agent de l'ordre, qui a requis son anonymat, explique qu'il est difficile de les traquer surtout que la vente et la consommation se font clandestinement. Celui - ci pointe du doigt à l'**OCC** (Office Congolais de Contrôle) et la **DGDA** (Direction Générale de Douane et accise) de complice car, ce sont ces services qui sont à la frontière au niveau de **KASINDI-LUBIRIHA**, d'où proviennent ces boissons fortement alcoolisées. « *Pour traverser la frontière, nous nous y préparons : avoir*

pour corrompre et ça passe facilement», témoigne un commerçant qui a gardé son anonymat.

Un vrai danger public pour la jeunesse

Il y a plus de 15 ans, les « alcools » et liqueurs produits à l'étranger étaient des boissons de luxe réservées aux riches, coûtant entre 10 et 100\$ la bouteille. Aujourd'hui, ces boissons alcoolisées à plus de 40% d'éthanol ne coutent presque rien. Pour moins d'un dollars, n'importe qui peut l'obtenir. Pour exemple, à Butembo, 1600FC, équivalent à 1\$, peuvent vous acheter 5 sachets de « chief », une boisson alcoolisée à 40% d'éthanol.

Très prisée surtout des jeunes qui en consomment en grande quantité et sans modération, il est devenu un vrai problème de société avec toutes les conséquences possibles.

A Butembo, les jeunes gens qui se donnent à la consommation de ces boissons, beaucoup ont abandonné l'école, les autres ont rejoint les groupes armés ; d'autres deviennent des voleurs et violeurs,... bref des hors la loi.

A en croire les propos de Kakule Eric, jeune taximan

moto du parking « Mungazi ya paradiso » en Ville de Butembo, commune Kimemi, avoue que les jeunes s'en donnent à la consommation de ces boissons fortement alcoolisées, car elles enivrent vite. La consommation exagérée des boissons fortement alcoolisées menace les milieux scolaires et universitaires. « Un groupe d'étudiants de mon auditoire achetaient du « chief » tout près de l'université et se droguaient » rétorque **Mumbere shukuru**, étudiant dans une université de la place. Pour des raisons déontologiques, nous ne citons pas le nom de l'université »

Une fois ivres, ces étudiants empêchent leurs collègues (camarades, dans le jargon académique en RDC) de suivre cours normalement. Mais, soulignons que beaucoup de vendeurs œuvrent aux alentours des écoles et universités, ce qui favorise la prise aisée de ces boissons pendant les récréations des élèves et les pauses des étudiants.

Les professionnels de santé sont formels : le danger est là, et il faut faire quelque chose pour ne pas perdre

Cette jeunesse, qui ne va peut être pas atteindre, l'âge mature, explique **Docteur Kasereka Muyisa**, médecin chef de zone de l'hôpital général de référence de Musienene.

Lors du dialogue avec des jeunes que nous encadrons pour des troubles mentaux, la majorité avoue avoir consommé ces boissons fortement alcoolisées et autres drogues, explique toujours, **Docteur Kasereka Muyisa**.

A en croire aux même propos du dit docteur, la prise de ces boissons peut causer des graves maladies comme la cirrhose de foie, le diabète sucré, l'hypertension Arterielle...

A Butembo, l'encadrement de la jeunesse est un fléau, une bombe à retardement, si des mesures urgentes et appropriés ne sont pas prises. Et pour tant « **la jeunesse est l'avenir de demain** » dit – on.

Fait à Butembo le 27/12/2018

Me MUMBERE WA SIVIHOLYA SIBI

Coordinateur Pax CHRISTI Butembo.

E-mail : numeroresi.paxchristi@gmail.com

DES MAISONS DE PROSTITUTION FONCTIONNENT EN TOUTE IMPUNITÉ

Les maisons de prostitution prolifèrent en ville de Butembo. Une pratique pourtant réprimée par la loi congolaise, mais les propriétaires opèrent en toute impunité et des jeunes filles y subissent toutes sortes de violences du jour au jour. « *Suis pas venu boire.*

Juste une chambre pour me reposer avec ma copine » sollicite sans honte ni peur un homme environnant la quarantaine accompagnée d'une jeune fille âgée de plus au moins 20 ans, habillée en uniforme d'élèves, sur avenue Kitawite, une des avenues les plus brillantes en Ville de Butembo.

Un quart d'heure plus tard, c'est un autre gaillard, torse nu qui sort d'une chambre et commande qu'une bière lui soit servie en chambre. Dans le petit salon de cette maison de fortune, d'autres couples occasionnels attendent que des chambres soient libérées pour qu'ils les occupent à leur tour.

À notre grand étonnement, l'élève ayant accompagné le monsieur, sus invoqué, au début de ce récit, est priée de sortir du salon et cela en l'appel de la propriétaire de la maison et est orientée ailleurs. Quelques 5 minutes après, elle revient avec d'autres habits, autres que l'uniforme qu'elle portait.

À la question de changement d'habits, il semble que c'est une façon de protéger ses « clients » élèves, de peur d'être appréhendée par les agents de l'ordre qui sillonnent beaucoup cette avenue.

Ces maisons de tolérance où se commettent fornication et adultère sont insoupçonnables

Il faut être initié pour les découvrir car des codes de ceux qui les fréquentent sont difficiles à comprendre : « **abattoirs** » « **aéroport** », « **Q.G** », « **terrain synthétique** », « **pays** »,... Seuls les avertis peuvent les repérer », explique MUTUMISHI, un habitant de la cellule Kahumba, quartier Matanda

Trop discrètes

Sans inscription, très souvent non éclairées, ces maisons de prostitutions sont pourtant très fréquentées. Elles se présentent comme des bistrotts ou des maisons d'habitation.

À l'intérieur, quelques fauteuils dans un petit salon et des chambres disposant de lits de fortune font la fierté des visiteurs.

D'autres sont des anciens hôtels et logements qui ont perdu toute attraction devant la concurrence rude dans ce domaine.

Par fois, un film pornographique est offert aux clients dès la réception au salon ou carrément dans la chambre, une façon de préparer et de mettre les visiteurs dans le bain de ce qu'ils sont venus réaliser en cet endroit.

Des gens, tous les âges confondus, y entrent et se livrent au secret interdit. Au mépris de la loi. « *C'est cette discrétion et qui leurs attire les clients. Les hôtels sont chers et parfois construits dans les endroits donnant accès un grand public. Les passagers amateurs du sexe (aiment la direction* », s'explique le prénommé Serge, garagiste de son état qui ne cache pas ses fréquentations de ces lieux odieux

D'autres préfèrent ces « **aéroports** » parce qu'on n'exige pas de carte d'identité et la chambre coûte moins chère. « *Pour 2 heures ou 3 heures, je, paie 2\$ ou 3\$. Je n'ai pas besoin d'exhiber mes pièces d'identité pour me faire enregistrer. La même chose pour mon partenaire du jour* », acquiesce Katembo Aimeda, reposant sa main sur les épaules de sa copine, habillée en uniforme d'élèves. Ceux qui viennent sans amantes n'ont pas à s'inquiéter, car ils se confient directement au gérant ou au responsable de la maison trop aimable pour leurs trouver

une partenaire occasionnelle à un simple coup de téléphone. Une petite description (taille, corpulence, teint,...) suffit et le tour est joué : parfois le responsable de la maison peut directement intéresser une partenaire occasionnelle qui n'a pas d'amant se trouvant en ce lieu. Il suffit que le client l'apprécie et le marché est conclu.

La pauvreté et l'irresponsabilité des parents

L'insécurité permanente en ville tout comme dans les environs de Butembo a réduit sensiblement l'économie de plusieurs familles. Les jeunes filles sont les plus exposées. Les parents étant incapable de subvenir aux besoins des enfants et surtout ceux des jeunes filles (lait de beauté, maquillage, habits modernes, chevelures,...), « exposent » ces dernières à une « prostitution forcée ».

Selon les gérants et autres responsables de ces maisons de tolérance, ces dernières leurs rapportent beaucoup d'argent. Un homme qui a voulu rester anonyme, raconte avoir sacrifié sa maison pour cette activité et devenir locataire. « Par jour je gagne 30 à 40\$. c'est plus qu'un cadre de l'administration publique », se réjouit-il. Il compte

construire 50 autres chambres annexes, pour la même activité.

Une jeune fille, voisine d'une maison de tolérance, sur avenue KYOMBWE affirme, se donner à cette activité illicite presque chaque jour et cela le soir et gagne toujours en 5 et 10\$ pour une dizaine de minutes d'actes sexuels et à la maison personne ne peut remarquer. Elle affirme que ses parents ne s'occupent pas de ses besoins élémentaires.

Aucune sanction

« *Il s'y commet trop de viols et autres infractions car ce sont souvent des filles mineures et élèves qui fréquentent ces endroits impudiques. Mais les autorités ferment les yeux devant cette situation* », dénonce **Me Roger**, secrétaire permanent et formateur de **Pax Christi Butembo**. Est-ce parce que ces autorités sont aussi clients ? Wait end see.

Le code pénal congolais stipule, en son article 174bis qu'une sanctionne de 3 mois à 5 ans de prison ferme et des lourdes amendes à ceux qui entretiennent des maisons de débauche.

Une disposition légale peu respectée. « Quand nous les dénichons, ils nous glissent 10 ou 15\$ et cela nous permet aussi de gagner notre vie »,

révèle un agent au service du tourisme en ville de Butembo.

Certains soulignent le manque de curiosité des OPJ. « Il est difficile de voir directement que telle bâtisse est une maison de prostitution. Mais toute personne lésée peut les dénoncer et de notre côté nous allons instruire le dossier pour qu'on les arrête afin qu'ils soient sanctionnés », rétorque un OPJ, étudiant en G1 Droit à L'UNIC/Butembo qui a voulu rester anonyme.

Un greffier du TGI/Butembo explique que la police et le parquet reconnaissent cette situation. « De peur de tomber dans l'infraction de violation de domicile, il faut d'abord identifier ces maisons », a-t-il renchéri.

Quel avenir pour la jeunesse victime de cette pratique ? Matière à réflexion

Fait à Butembo le 22/12/2018

Me MUMBERE WASIVIHOLYA Sibi

Coordinateur de Pax Christi Butembo.

E-mail : numeroresi.paxchristi@gmail.com